

PROTOCOLE D'ACCORD D'INVESTISSEMENT

CONCLU ENTRE

LE MINISTERE DES PECHE ET DE L'ECONOMIE MARITIME
DE LA REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

ET

POLY- HONDONE PELAGIC FISHERY CO. LTD

NOUAKCHOTT LE 07 juin 2010

7

Le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime de la République Islamique de Mauritanie, représenté par **S.E.M. Aghdhefna Ould EYIH**, Ministre des Pêches et de l'Economie Maritime (désigné ci-dessous par le nom de 'la Partie Mauritanienne') d'une part

Et

Poly- HonDone Pelagic Firshery Co. Ltd, filiale de la société Poly Technologies, Inc., dont Fuzhou Bonded Zone 8-2-1, FUJIAN, CHINA, représentée par son Président du Conseil d'Administration, **M. LAN Pingyong**, (Désignée ci-dessous par le nom de 'la Partie Chinoise') d'autre part

Conscients de la nécessité de renforcer la coopération dans le secteur des pêches, entre la République islamique de Mauritanie et la société Poly technologie Inc. les deux parties ont convenu de la nécessité de signer, dans l'intérêt mutuel, un protocole d'accord visant à définir les engagements des deux parties, les possibilités de pêche et de joindre leurs efforts dans la mise sur pied d'un programme d'investissement et de développement économique du secteur des pêches mauritanien conformément aux stratégies et priorités des deux parties ;

Considérant l'intérêt manifesté par La Partie Chinoise pour participer activement au développement économique et social de la République Islamique de Mauritanie notamment par l'apport d'une expertise internationale pour la réalisation de projets de développement de la pêche ;

Convaincues que la réalisation de leurs objectifs économiques et sociaux respectifs dans le domaine de la pêche seront renforcés par une coopération étroite dans les domaines scientifique et technique de ce secteur, dans des conditions assurant la conservation des stocks halieutiques et leur exploitation rationnelle,

Résolues à poursuivre une coopération économique plus étroite dans le domaine des infrastructures, d'industrie de la pêche et des activités qui s'y rattachent, au travers de la constitution et du développement des investissements dans le secteur de pêche;

Considérant l'engagement de La Partie Chinoise à réaliser un complexe industriel intégré comprenant des unités installées à Nouadhibou, qui a pour objet le traitement, la valorisation des produits de pêche et l'acquisition de navires de pêche ;

Considérant les retombées socio-économiques qui résulteront de l'implantation d'un tel complexe à savoir le nombre des emplois créés, la valeur ajoutée générée et les importantes entrées des devises grâce aux transactions avec l'étranger :

Considérant l'accord signé le 14 mars 2010 entre les deux parties;

Considérant la convention signée le 07 juin 2010 entre le Ministère des Affaires Economiques et du Développement et la Partie Chinoise :

Les deux parties conviennent de conclure le présent protocole d'Accord, pour faciliter la réalisation de ces objectifs dans les meilleures conditions.

Article premier : Le présent Protocole d'Accord vise à définir les modalités et conditions générales ainsi que les engagements des deux parties pour la mise en œuvre du programme d'investissement que La Partie Chinoise envisage de réaliser en Mauritanie.

Ce Protocole d'Accord est conclu pour une durée de cinq ans renouvelables.

Article 2 : PROGRAMMATION D'INVESTISSEMENT

Le programme d'investissement qui sera réalisé par La Partie Chinoise pour un montant global de 100 millions de dollars US vise la transformation et la valorisation des produits de la pêche particulièrement les espèces pélagiques. La partie de l'investissement à terre sera exécutée en une seule phase de dix huit mois.

Ce programme vise la capture et la transformation 80 à 100 .000 tonnes de produits par an...

Les principales composantes de cet investissement sont :

- * Aménagement et construction d'un ponton d'accostage et du quai de débarquement des bateaux qui vont approvisionner l'usine de transformation des produits de la mer.

- * Construction d'une usine de transformation composée de :



- Deux unités de traitement des produits de la pêche
- Une fabrique de glace d'une capacité de production journalière de 100 tonnes chacune
- Un entrepôt frigorifique pour une capacité de stockage de 6 000 tonnes
- Une unité de fabrication de farine de poisson ;

*Installation d'un chantier de construction et de réparation d'embarcations de pêche artisanale.

*Construction de navires admis à la pêche et visés à l'article 5 ci-dessous.

Article 3 : FORMATIONS ET EMPLOIS

Le programme d'investissement devra générer, au moins, deux mille (2000) emplois mauritaniens. La répartition de ses emplois s'établit comme suit

Secteur	Nombre d'Emplois mauritaniens Créés	Nombre d'Emplois Chinois Créés
Usines	800	50
Chalutiers de fond	230	105
Chalutiers à boeuf	140	70
Navires Senneurs	190	78
Navires Côtiers	120	60
Pirogues Artisanaux	600	20
Total	2080	383

La Partie Chinoise s'engage à assurer la formation professionnelle des mauritaniens qu'il aura à employer. Il s'engage par ailleurs à établir une mauritanisation progressive des postes techniques occupés par les ressortissants chinois.

Dans le cadre de la promotion de la formation professionnelle engagée par le Ministère des pêches et de l'Economie Maritime, La Partie Chinoise, à l'instar de toutes les sociétés de droit mauritanien, contribue par une taxe d'apprentissage à l'effort de formation. Le taux de cette taxe est de 0.1% de la valeur brut des exportations.

Article 4 : ATTRIBUTION DE TERRAIN

En considérant le grand impact socio-économique, l'Etat Mauritanien s'engage à concéder à La Partie Chinoise un terrain du domaine public maritime et terrestre pour les besoins de l'investissement décrit dans l'article 2, d'une superficie de 60 000 m² dans la zone située entre la société COMACOP et les TOURS BLEUES à Nouadhibou.

Cette concession temporaire est accordée pour une durée maximale de 25 ans renouvelable et sera notifiée après acquittement des frais de bornage, des droits de timbre et du coût du loyer annuel applicables.

Le Ministère fera prendre, également toute mesure nécessaire pour permettre, dès que le besoin s'en fera sentir, l'attribution d'un nouveau terrain dont l'usage est jugé indispensable à la bonne exécution du projet.

Article 5 : AUTORISATIONS DE PECHE

Pour assurer l'approvisionnement des usines, l'Etat accordera les autorisations de pêche selon les genres et rythme indiqués dans le tableau qui suit :

Type de licence	Années		
	2011	2012	
Chalutier de fond	5	5	10
Chalutier à bœuf (paire, composée de deux bateaux)	5	0	10
Senneur (groupe, composé de quatre bateaux)	2 x 4	2 x 4	16
Côtier Caseyeurs	4	0	4
Côtier palangrier	4	2	6
Côtier filet	4	2	6
Artisanal	50	50	100

La Partie Chinoise s'engage à acquérir une flotte neuve et moderne en conformité avec les autorisations qui lui seront délivrées. Il s'engage également à mauritaniser ses navires.

Les Droits d'Accès Direct et Indirect seront payés conformément aux dispositions réglementaires applicables aux navires nationaux sans discriminations possibles aux navires de La Partie Chinoise mauritanisés.

7
m

31

Dans le cas particulier de navires chalutiers pélagiques et en l'absence de réglementation spécifique, le taux de 900 UM par GT et par mois sera retenu pour le droit d'accès direct, et ce, jusqu'à adoption d'une réglementation mauritanienne en la matière.

Les embarcations artisanales auront un équipage à 100% mauritanien, toutefois et au cours des deux premières années d'activité, un nombre de vingt instructeurs chinois seront embarqués à bord pour assurer la formation professionnelle des équipages mauritaniens.

Après la réalisation de l'investissement total à terre tel que visé à l'article deux ci-dessus le Ministère s'engage à accorder des autorisations supplémentaires pour La Partie Chinoise comme suit :

- Une autorisation pour cinq (5) navires chalutiers pour la pêche de fond ;
- Une autorisation pour deux (2) navires senneurs pour la pêche pélagique ;
- Une autorisation pour deux (2) navires palangriers côtiers;
- Une autorisation pour deux (2) navires côtiers pêchant au filet.

Articles 6 : PECHE EXPERIMENTALE

Les deux parties peuvent convenir de mener des campagnes de pêche expérimentale dans la ZEE mauritanienne. A ce titre des autorisations seront accordées pour des navires aux fins d'essai en étroite collaboration avec l'institut mauritanien chargé de la recherche. A l'issue de ces périodes d'essai les deux parties décideront de la suite à donner à cette pêche expérimentale suivant les conclusions pertinentes du rapport final de cette expérimentation.

Article 7 : AVENANTS

Les deux parties peuvent convenir d'un commun accord de modifier certaines dispositions du présent Protocole d'Accord. Ces modifications feront l'objet d'avenants qui seront annexés au présent Protocole d'Accord et en font une partie intégrante.

Article 8 : LITIGES

En cas de différends relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Protocole d'Accord, les deux parties se consulteront pour trouver une solution à l'amiable. Dans le cas où aucune solution à l'amiable n'est trouvée, les deux parties peuvent porter les différends devant les tribunaux mauritaniens compétents ou à la chambre d'arbitrage internationale de Paris.

Article 9 : ENTREE EN VIGUEUR

Le présent Protocole d'Accord entrera en vigueur dès sa signature par les deux parties.

Article 10 : NOMBRE D'EXEMPLAIRES

Le présent Protocole d'Accord est établi en deux exemplaires en langue française, chaque exemplaire faisant également foi.

Fait à Nouakchott le 07 juin 2010

Pour la Partie Mauritanienne

Ministre des Pêches et de
l'Economie Maritime de
La République Islamique de
Mauritanie



S.E. M. Aghdhefna Ould EYIH

Pour la Partie Chinoise

Le Président du Conseil
d'Administration
Poly- HonDone Pelagic Fishery
Co., Ltd



M. LAN Pingyong